Cace
FRC
6631

PÉTITION

PRÉSENTÉE

A LA CONVENTION NATIONALE,

Le 1er Germinal, an 3me de la République, française, une et indivisible,

PAR LES CITOYENS de la Section de Popincourt, Faubourg Antoine.

CITOYENS LÉGISLATEURS,

ILS ne sont plus ces tems de deuil et de calamité, pendant la trop longue durée desquels les assemblées légales du Peuple,

M2W 13175

comprimées et influencées par les apôtres stipendiés de la tyrannie, n'apportaient à votre barre que des discours dictés par la terreur, et de prétendus vœux inspirés par les tyrans eux-mêmes pour légaliser en apparence leurs crimes et organiser le meurtre et la destruction.

Par votre énergie, secondée du concours spontané du Peuple, vous avez ramené la justice.

Si la terreur voulait se réveiller, nous sommes là.

Le règne de la justice est aussi le règne de la vérité. D'après un arrêté de notre Section, pris dans la séance du 20 du mois dernier, nous venons vous la dire.

Elle sera sans fard ; habitans du Faubourg Antoine, dans la *Section de Popincourt*, la franchise fait toute notre éloquence.

Elle ne sera pas *irrespectueuse*, nous savons ce qui est dû aux Représentans du Peuple Souverain dont nous sommes une fraction.

THE NEWBERRY LIBRARY CHICAGO

Elle ne sera point alarmante ; en vain les ennemis de la Patrie ont-ils cherché, par des placards incendiaires et des affiches séditieuses, à soulever notre masse imposante, ils ne nous connaissaient pas : nous faisons des révolutions pour renverser les tyrans, nous ne faisons point de révoltes ; et notre tranquillité, en ce moment, est une leçon de plus donnée à l'aristocratie et une victoire remportée sur elle.

Nous vous dirons donc *bonnement*, que nous éprouvons une espèce de lassitude de la marche actuelle et embarrassée des choses : nous vous dirons que, si vous avez fait beaucoup, vous n'avez pas tout fait encore pour le bonheur des Français.

Ce ne sont point des reproches que nous vous adressons : la position dure dans laquelle nous nous trouvons, les circonstances difficiles dont l'indigence, plus commune parmi nous, nous fait plus sentir le poids, ne sauraient nous en extorquer.

La Section de Popincourt conçoit qu'une année de dilapidations, de vols et de pillage exercés de tous côtés, sous le nom de *réquisitions*, par des hommes à qui, sans doute, vous ferez rendre un compte sévère, par les agens de ceux-là mêmes qui, par la famine, voulaient nous faire retourner à la tyrannie, ne peut se réparer en un instant; mais elle se persuade que vous pouvez anéantir la pénurie, ramener l'abondance en rétablissant les relations commerciales avec l'étranger par la confiance, et la confiance par l'établissement d'un gouvernement stable, qui enlève enfin à *l'aristocratie* ses combinaisons sur une domination dont elle se flatte; au *royalisme*, ses derniers doutes sur le rétablissement d'une monarchie; au *terrorisme*, sa croyance dans sa résurrection prochaine, et aux *Puissances coalisées*, tout espoir de nous désunir.

Simplifiez les rouages; posez les lignes invariables de la démarcation des pouvoirs, de sorte qu'ils ne se heurtent, ne s'entravent, ne se détruisent plus. Que

le Peuple désormais ne trouve dans les agens du pouvoir exécutif que des hommes responsables par eux-mêmes, et qui ne puissent pas rejeter la responsabilité sur le pouvoir gouvernant.

Ordonnez, et qu'il cesse ce gouvernement atroce que l'intrigue et l'ambition ont fait éclore; qui n'a pu produire du bien que comme les poisons! Qu'il disparaisse ce gouvernement révolutionnaire, vraie monstruosité dans un État, et sur l'établissement duquel la volonté générale n'a jamais été consultée légalement! Donnez-nous un gouvernement qui puisse assurer au Peuple sa liberté, sa souveraineté; à chaque individu la sureté de sa personne et de ses propriétés, trop long-tems violées sans pudeur; à tous l'égalité en droits, et à l'Europe entière, dès que les circonstances le permettront, la paix et la tranquillité.

Fermez, fermez cette véritable *boîte de Pandore* d'où sont sortis tous les maux pour inonder la France, et ouvrez l'arche

sacrée qui renferme la *Constitution* que nous avons consentie.

Nous savons que vous avez encore des coupables à punir, et qui doivent être frappés sous le régime créé par eux et par les armes qu'ils ont trempées ; mais la prudence, mais la lenteur que vous avez mises à l'examen de leurs forfaits, ne permet plus de croire que leur châtiment puisse encore être long-tems éloigné ; et, pendant les apprêts de leur juste supplice, ne serait-il pas beau que vous vous occupassiez de consolider le gouvernement qu'ils voulaient anéantir par la suite de la léthargie dans laquelle ils l'avaient plongé ; afin qu'après leur punition on ne s'aperçût plus qu'ils ont existé ?

En vous demandant la Constitution de 1793, nous ne voulons pas sans doute la précipitation de ceux qui, après avoir concouru à l'ensevelir, veulent *sur le champ* qu'elle reparaisse : vous aurez à préparer sa marche par quelques décrets dignes de vous ; et c'est de la méditation de ces décrets qu'est chargée

une Commission prise dans votre sein. Nous nous bornons donc à vous demander d'accélérer son rapport et de fixer ensuite des jours pour la discussion de ses plans, comme vous en avez fixé pour la discussion sur le code civil et sur les finances. Nous vous demandons qu'après l'avoir décrétée cette discussion, rien ne puisse vous empêcher de la suivre.

LÉGISLATEURS, le moment où vous l'entamerez sera, n'en doutez pas, un bienfait pour la Nation ; ce sera l'aurore de la confiance, de la paix, du bonheur de la République et de sa future prospérité.

Signé, JALADON, *Président.*

SUSSET, *Secrétaire.*

RÉPONSE DU PRÉSIDENT.

CITOYENS,

La Convention nationale et le Peuple ont anéanti la tyrannie qui, trop long-

687

tems, pesa sur eux; quelqu'efforts que fassent les ennemis de la Patrie, lorsque toutes les Sections du Peuple se comporteront comme celle de Popincourt, tous les malveillans rentreront dans l'ordre. Comptez sur la sollicitude de la Convention, pour mettre en activité la Constitution de 1793, dans laquelle repose l'espérance de tous les Français. Elle prendra en considération l'objet de votre demande. En son nom, je vous invite à assister à sa séance.

La Convention a décrété la mention honorable et l'insertion au Bulletin de cette Pétition, et le renvoi aux trois Comités réunis.

De l'Imprimerie de J. B. COLAS, rue Antoine, vis-à-vis la Fontaine de l'Arsenal, N° 187.